



Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : récession / prévisions / prix à la production / climat des affaires
- Politique budgétaire : déficit public / recettes fiscales / règles budgétaires et investissements publics
- Politiques sociales : emploi / pauvreté

Actualité financière :

- Régulation financière : BaFin / ratio de solvabilité des assureurs / AMLA / vente assurance-vie
- Banques et assurances : DZ Bank / Commerzbank / Deutsche Bank / moyens de paiement

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Selon [Destatis](#), le PIB a diminué au 1^{er} trimestre 2023 de -0,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2022 (en volume et corrigé des variations saisonnières). S'agissant de la deuxième baisse consécutive, l'Allemagne est désormais considérée en **récession technique**.

La [Commission européenne](#) table, dans ses **prévisions** de printemps, sur une croissance de l'économie allemande de +0,2 % en 2023 puis +1,4 % en 2024. L'inflation (IPCH) s'élèverait en moyenne annuelle à +6,8 % en 2023 (après +8,7 % en 2022), puis +2,7 % en 2024.

Selon [Destatis](#), les **prix à la production** ont augmenté en glissement mensuel en avril (+0,3 %), pour la première fois depuis septembre 2022. Le

reflux se poursuit toutefois en glissement annuel, à +4,1 % contre +6,7 % en mars.

Après six mois d'augmentation, l'indice [Ifo](#) du **climat des affaires** a nettement reculé en mai, passant de 93,4 à 91,7. Les perspectives se sont sensiblement dégradées dans le secteur manufacturier et le commerce de détail.

Politique budgétaire

Dans ses prévisions de printemps, la [Commission européenne](#) table sur un **déficit public** pour l'Allemagne de -2,3 % en 2023 puis -1,2 % en 2024, après -2,6 % en 2022.

D'après les dernières estimations de **recettes fiscales** du [ministère fédéral des Finances](#), l'Etat fédéral devra compter sur 148,7 Mrd€ de recettes fiscales en moins jusqu'à 2027 par rapport aux estimations de l'automne 2022, principalement

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,3 %

Recul du PIB allemand au
1^{er} trimestre 2023

en raison des allègements fiscaux décidés en 2022.

D'après le [ministère fédéral des Finances](#), les allègements fiscaux décidés en 2022 mais aussi la faiblesse de la conjoncture ont grevé les **rentrées fiscales** en avril : elles ont diminué de -4,6 % en glissement annuel (hors impôts communaux).

L'ifo a réalisé une revue de littérature empirique sur **l'impact des règles budgétaires sur les investissements publics** et l'impact des investissements publics sur les déficits publics. Les règles budgétaires rigides semblent dissuader les investissements publics, alors que les règles plus souples et plus favorables aux investissements les augmentent plutôt. Les investissements publics ne s'accompagnent pas systématiquement d'une augmentation des déficits publics, sauf dans le cas de règles fiscales plus souples.

Politiques sociales

Selon une [étude](#) du DIW, l'intégration sur le marché du travail des femmes réfugiées est difficile mais progresse. Le taux d'**emploi** des femmes réfugiées (âgées de 18 à 64 ans) reste faible (12,8 % en 2020) mais a doublé depuis 2017 (5,3 %). La part des femmes réfugiées suivant une formation a progressé aussi sur les quatre dernières années (9,1 % en 2020 ; 3,2 % en 2016).

Selon [Destatis](#), la part de la population menacée de **pauvreté** ou d'exclusion sociale (enquête EU-SILC) est restée stable en 2022 (soit 20,9 %, après 21,0 % en 2021). Selon cette définition, est considérée comme menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale toute personne étant au moins dans une des trois situations suivantes : avoir une rémunération inférieure au seuil de pauvreté (soit 14,7 % des personnes en 2022, après 16,0 % en 2021), être en situation de privation matérielle ou sociale (6,1 %, après 4,3 % en 2021) ou être dans un ménage où aucune personne en âge de travailler n'est en emploi (9,7 % après 9,5 % en 2021).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

Lors de la conférence annuelle de la **BaFin**, son président [Mark Branson](#) se prononce pour l'introduction d'exigences minimales en capital pour les risques de taux d'intérêt (pilier 1) et pour

des exigences de liquidité plus élevées et adaptées à chaque banque (même de petite et moyenne taille, également pilier 1). Actuellement, le superviseur contrôle étroitement le risque de taux d'intérêt dans plus de soixante établissements de crédits.

Le **ratio de solvabilité** des organismes d'assurance-vie est passé en 2022 de 262 à 302 % et celui des assureurs non-vie de 278 à 281 %, selon la fédération des assureurs [GDV](#).

Dans son avis sur la proposition de règlement européen relatif à la création d'une **autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux**, la confédération bancaire allemande ([DK](#)) critique (i) la confusion entre les dispositions relatives à la prévention du blanchiment de capitaux et celles du régime de sanctions, (ii) les modalités concernant la recherche et l'identification des ayants droit économiques, (iii) l'élargissement du cercle des personnes politiquement exposées et (iv) la limitation des possibilités d'externalisation.

Une circulaire sur les critères de « bonne conduite » relative à la **vente de produits d'assurance-vie**, publiée par la [BaFin](#) le 8 mai dernier, stipule que les assureurs-vie doivent garantir que leurs produits correspondent aux besoins des clients et atteignent, avec une probabilité suffisante, leurs objectifs de rendement. Lorsque des objectifs de rendement sont annoncés, les assureurs doivent indiquer à la fois le succès nominal et le succès réel (c'est-à-dire avec prise en compte des frais et de l'inflation) de l'investissement.

Banques et assurances

Le groupe **DZ Bank** a placé 1,1 Mrd€ de dettes [AT1](#) au sein du groupe des banques mutualistes dont il constitue l'organe central. En 2022, le groupe DZ Bank a enregistré, avec 1,8 Mrd€, un résultat annuel avant impôts de 42 % inférieur à celui de 2021. Cette baisse provient surtout de sa filiale, l'assureur [R+V](#), dont le résultat des placements financiers est tombé de +5,6 Mrd€ à -3,6 Mrd€ du fait, en grande partie, de la forte dépréciation de son portefeuille d'obligations.

En dépit de nouvelles provisions pour risques liées aux prêts en francs suisses de sa filiale polonaise MBank, **Commerzbank** enregistre un [résultat au premier trimestre 2023](#) en très forte hausse par

rapport à celui du premier trimestre 2021 (871 M€ contre 529 M€ avant impôts et 580 M€ contre 298 M€ distribuable). La BCE et l'agence financière allemande ont validé son programme de rachat d'actions d'un montant de 122 M€ (cf. BE n° 4/2023).

Selon la presse, **Deutsche Bank** aurait accepté de verser 75 M\$ pour mettre fin à une action collective entreprise aux Etats-Unis, dans laquelle la banque est accusée d'avoir soutenu les agissements de Jeffrey Epstein en l'acceptant au nombre de ses clients. Par ailleurs, **Standard & Poor's** a relevé de stable à positive la perspective de la notation A- à long terme de Deutsche Bank.

Selon l'institut de recherche EHI Retail Institute, en 2022, 59,8 % du volume des achats dans des commerces stationnaires (c'est-à-dire hors achats

en ligne) a été réglé par [carte bancaire](#) (contre 58,8 en 2021 et 50,5 % en 2019) et 37,5 % en liquide (contre 38,5 en 2021 et 46,5 % en 2019).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international